

Message à la Convention

Prise de position (mai 2003)

La Ligue Européenne de Coopération Économique a adopté la position suivante:

- ◇ Considérant qu'une Union de 25 états membres n'est pas gouvernable à l'unanimité et ne pourrait plus avancer qu'au rythme du plus petit dénominateur commun,
- ◇ Considérant, tout en le regrettant, que l'ensemble des responsables politiques en Europe ne sont pas encore prêts à accepter que les décisions soient prises à la majorité dans tous les domaines d'intérêt commun,
- ◇ Considérant que l'accomplissement d'une "union sans cesse plus étroite entre les peuples de l'Europe", dans le respect de la démocratie et des droits de l'homme, risque de ce fait d'être retardé, voire de facto remis en cause,
- ◇ Considérant qu'il devient par conséquent impératif de répondre de façon appropriée au double défi du nombre et de la diversité des pays membres actuels et futurs de l'UE,

la Ligue Européenne de Coopération Économique:

- ◇ **estime** que pour répondre à ce double défi, une "formule imaginative" - souhaitée d'ailleurs par des responsables politiques européens et allant dans le sens d'un courant important au sein de la Convention - doit être proposée,
- ◇ **constate** que des "actions d'avant-garde" ont déjà été expérimentées avec succès soit hors traité (accord de Schengen) soit en étant élaborées de manière spécifique dans le traité (UEM),
- ◇ **juge** qu'une clause générale de coopération renforcée, telle que prévue dans les Traités d'Amsterdam et de Nice, correspond à cette attente et doit être inscrite dans la future Constitution,
- ◇ **est d'avis** qu'une telle procédure, à condition qu'elle puisse être mise en œuvre de façon plus simple et plus opérationnelle que ce qui est prescrit dans les traités précédents, constituerait une incitation pour les pays qui le désirent à aller de l'avant vers une intégration plus poussée et une invitation pour d'autres pays à les rejoindre dès qu'ils se sentiraient désireux et capables de le faire. Une telle approche serait d'ailleurs de nature à renforcer le rôle et la voix de l'Union dans le monde et permettrait en outre à cette Union de rester reconnaissable en tant que telle, capable d'agir rapidement et efficacement dans tous les domaines d'intérêt commun,
- ◇ **suggère** que cette formule de coopération renforcée aborde d'ores et déjà par priorité certains domaines tels que: la défense et l'armement, la sécurité, la recherche et le développement.

En conclusion, la Ligue insiste pour que la Constitution en voie d'élaboration intègre cette notion qui est la voie la plus appropriée pour faire face au véritable défi que constituent d'une part la conciliation indispensable de la diversité des positions et stratégies des 25 pays, et de l'autre la capacité d'atteindre l'objectif final d'intégration politique de l'Europe.

- - - - -